



## Comptes économiques rapides de la Guyane en 2021 Rebond de la croissance guyanaise.

En 2021, la croissance économique de la Guyane s'établit à + 3,5 % en volume (+ 6,8 % pour la France entière), un rebond qui permet tout juste à l'économie de retrouver son niveau de 2019 suite à la baisse (- 3,4 %) liée à la crise sanitaire de 2020 (- 7,8 % pour la France entière). La consommation des ménages et l'investissement sont moteurs de la reprise économique, contribuant respectivement pour + 3,0 et + 2,7 points à la croissance.

Cette reprise de la demande entraîne une hausse sensible des importations (+ 15,8 % en volume) en particulier pour les secteurs de l'automobile et des biens destinés au spatial. Toutefois, le niveau des importations reste en deçà de celui de 2019. Les exportations progressent de 8,2 % en volume, portées par le spatial, mais restent encore nettement en retrait du niveau de 2019 (- 17 % en volume) en raison d'un nombre deancements plus faible en 2020 et 2021 (7) que la moyenne de la décennie précédente (10). Le spatial contribue toutefois à la croissance par d'importants investissements liés au chantier Ariane 6. L'investissement guyanais progresse ainsi de 11,1 % en volume et dépasse sensiblement le niveau de 2019 (+ 4,6 %).

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Guyane atteint 4,6 milliards d'euros en 2021, soit une hausse en volume de 3,5 % (figure 1). La population continuant de progresser (+ 1,5 % sur un an), le PIB par habitant s'établit à 15 659 euros, et progresse de 1,9 % en euros constants par rapport à 2020 mais ne retrouve pas le niveau de 2019 (- 3,0 % en volume). Il s'élève à 23 739 euros en Guadeloupe, 25 713 euros en Martinique et 36 930 sur l'ensemble du territoire français.

L'économie guyanaise qui avait fait preuve de la plus grande résilience lors de la crise en 2020 comparée aux deux autres Départements Français d'Amérique (DFA), est également la seule qui rattrape le niveau de PIB en volume d'avant crise (- 3,3 % en Guadeloupe, - 1,2 % en Martinique et - 1,5 % pour la France entière) grâce notamment à la dynamique démographique de la région (figure 2).

### La consommation des ménages dépasse son niveau de 2019

La consommation des ménages guyanais progresse de 5,3 % en volume en 2021, dépassant son niveau de 2019 de 1,1 % en volume.

### 1. Un rebond porté par la consommation des ménages et l'investissement

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	2021	Evolution 2020/2021			Contribution à la croissance (points)
		Volume	Prix	Valeur	
Produit intérieur brut	4 580	3,5	0,0	3,5	3,5
Consommation des ménages	2 711	5,3	2,6	8,1	3,0
Consommation des administrations publiques	2 208	1,0	0,7	1,7	0,5
Investissement	1 193	11,1	1,9	13,2	2,7
Imports de biens et services	2 946	15,8	5,2	21,8	-8,6
Exports de biens et services	1 144	8,5	2,5	11,2	2,0
Variations de stocks	270	///	///	///	4,0

Source : Insee ; CEROM, Comptes rapides.

Elle est le principal moteur de la croissance avec une contribution de 3 points du PIB en dépit d'une inflation soutenue (+ 2,5 %) qui érode les gains salariaux (+ 2,6 % en valeur) et entraîne une stagnation du pouvoir d'achat.

Cette hausse fait suite à une année 2020 où la consommation a chuté (- 4,0 % en volume) en raison des restrictions sanitaires. Plusieurs facteurs concourent à cette dynamique. En premier lieu, l'allègement des restrictions sanitaires réduit les contraintes sur l'économie.

Ensuite, l'augmentation de la population guyanaise (+ 1,5 % en 2021) entraîne une hausse mécanique de la consommation. Ainsi, après une période d'épargne « forcée » liée aux restrictions sanitaires entraînant une hausse des dépôts bancaires de 13,9 % en 2020, l'épargne des ménages ralentit en 2021 et retrouve un rythme comparable à celui de 2019, avec + 6,6 % sur un an.

La reprise de la consommation est aussi perceptible dans les échanges extérieurs. Les importations de biens de consommation atteignent un niveau historique à 573 millions d'euros (+ 13,5 % sur un an). Les importations de biens de consommation durables sont très dynamiques en 2021 et progressent de 36,6 % après avoir été en retrait en 2020 (- 5,4 %). En particulier, les importations de véhicules de tourisme bondissent de 28,4 % par rapport à 2019. Les encours de crédits à la consommation, majoritairement utilisés pour le financement de véhicules, accélèrent à + 8,2 % en 2021 (+ 3,6 % en 2020). De même, les importations de biens de consommation non durables, portées notamment par la croissance démographique, s'accroissent de 10,0 % (figure 3).

### Hausse de la masse salariale dans le secteur de la santé

La dépense des administrations publiques augmente de 1,0 % en volume en 2021 (+ 2,2 % en 2020). Cette augmentation est portée par le domaine de la santé avec une progression de la masse salariale des hôpitaux de 10,0 % en valeur pour la deuxième année consécutive, en lien avec le surcroît d'activité généré par la crise sanitaire. En revanche, les consommations intermédiaires des hôpitaux sont en net recul (- 10,9 % en valeur) mais cette baisse survient après une forte augmentation en 2020 (+ 19,4 %). Le niveau 2021 reste ainsi supérieur à celui de 2019 (+ 6,4 %).

Les dépenses des collectivités territoriales continuent de progresser. En particulier, les consommations intermédiaires rebondissent (+ 6,1 % en valeur) après une année 2020 en retrait (- 3,2 %) du fait de la réduction du personnel sur site et du recours au télétravail lorsque cela était possible. La masse salariale reste quasiment stable (+ 0,9 %). Il en est de même pour la fonction publique d'État : les consommations intermédiaires repartent à la hausse (+ 2,4 %) après s'être contractées en 2020 (- 3,1 %) et la masse salariale continue de progresser (+ 1,8 % après + 1,3 %).

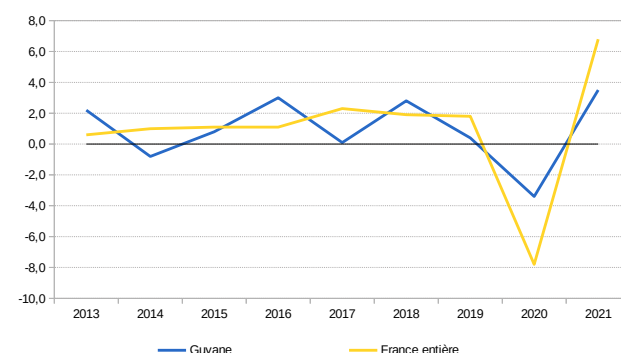
### L'investissement rebondit, porté par le secteur public local et le spatial

L'investissement augmente de 11,1 % en volume en 2021 et contribue à la croissance guyanaise à hauteur de 2,7 points. Le niveau d'investissement reste ainsi bien supérieur à celui d'avant crise (+ 4,6 % en volume par rapport à 2019).

Cette hausse est portée d'une part par les acteurs publics locaux, dont l'investissement progresse de 45,0 % en valeur et par les hôpitaux avec une hausse de 50,5 % qui intervient après deux fortes baisses successives (- 70,8 % en 2019 et - 76,0 % en 2020). Avec une progression modérée de l'investissement de l'État (+ 3,4 %), l'évolution de l'investissement public (hors CNES) s'élève à + 36,8 %.

## 2. La croissance rebondit après la crise sanitaire de 2020

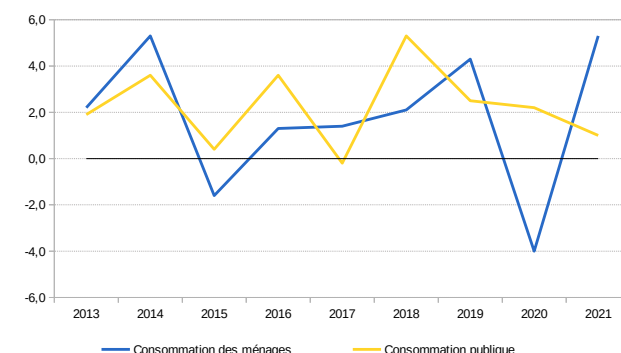
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; CEROM, Comptes rapides.

## 3. Reprise dynamique de la consommation des ménages

Évolution de la consommation des ménages et des administrations en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; CEROM, Comptes rapides.

Les dépenses d'investissement du CNES ont quant à elle plus que doublé suite à la signature fin 2020 d'un contrat de rénovation et de modernisation du Centre spatial guyanais à hauteur de 759 millions d'euros pour la période 2020-2024, contribuant à la forte progression de l'investissement public.

L'investissement privé recule de 5,7 % mais maintient toutefois un niveau élevé pour la troisième année consécutive, supérieur d'un tiers au montant de 2018. L'encours des crédits d'investissement des entreprises s'accroît de 15,2 %, après des hausses successives de 8,0 % en 2019, puis 13,1 % en 2020. Les encours de crédits à l'habitat des ménages augmentent de 5,7 % (figure 4).

### Les importations portées par le spatial et l'automobile

En 2021, les importations guyanaises progressent de 15,8 % en volume, mais restent toutefois inférieures de 2,8 % au niveau 2019 (figure 5). Cette hausse est portée par les importations de biens manufacturés (+ 21,5 % en volume) qui contribuent pour la quasi-totalité à cette évolution. Près de 40 % de ces dernières sont constituées de biens destinés à la construction aéronautique et spatiale, dont les importations progressent fortement (+ 24,5 % en volume).

Le secteur spatial investit avec l'inauguration en septembre du complexe de lancement ELA (chantier initié en 2013) qui accueillera le lanceur Ariane 6, mais aussi dans le cadre du plan de rénovation et de modernisation du centre spatial guyanais programmé sur la période 2020-2024.

Hors spatial, les importations de biens manufacturés progressent également de façon très soutenue (+ 19,6 % en volume) portées par avec une commande très importante de véhicules automobiles, (+ 58,1 % en valeur pour les véhicules de tourisme). La hausse des prix des produits pétroliers conjugués à l'évolution des normes environnementales et du barème des bonus/malus favorisent le renouvellement du parc automobile en faveur des motorisations essences, hybrides et électriques au détriment du diesel.

Ces importations élevées de matériel destiné au spatial et de véhicules automobiles sont en partie stockées, en prévision d'investissements et de ventes à venir. Le stockage de biens manufacturés explique ainsi la quasi-totalité du stockage de l'année. Les variations de stocks contribuent pour + 4,0 points à la croissance et absorbent une partie de la forte hausse des importations qui contribuent au total pour - 8,6 points à la croissance.

Les importations de produits métalliques et chimiques et de produits pharmaceutiques sont également à la hausse, en lien avec la crise sanitaire.

Les importations en carburant diminuent légèrement (- 3,8 % en volume) malgré la reprise économique. La demande est satisfaite en partie par le déstockage, après une année 2020 de constitution de réserves liée à une demande en carburant inhibée par les périodes de confinement et de déplacements restreints.

En 2021, les prix de l'énergie s'envolent avec une hausse du cours du Brent de 63,7 % sur un an et une augmentation significative du prix à l'import des carburants (+ 45,2 %).

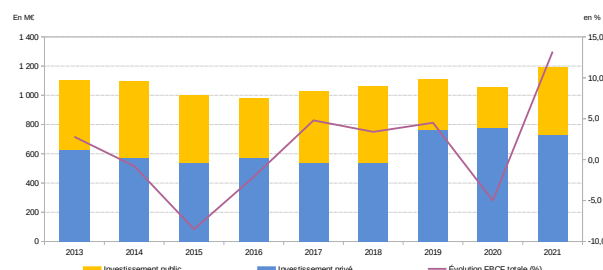
Cela s'explique d'une part par les difficultés de production de la raffinerie en Martinique, perturbée par la pandémie qui a entraîné la prolongation de l'arrêt technique quinquennal initié fin septembre 2020 (et qui n'a pris fin qu'en juin 2021) ; la production est également affectée par un deuxième arrêt des unités de raffinage en août 2021 en raison de difficultés techniques. Le territoire s'est principalement alimenté à partir de carburants transitant par la Guadeloupe, contribuant au renchérissement de ces importations.

D'autre part, le coût des matières premières s'accroît fortement suite à la reprise économique en 2021. En effet, la crise sanitaire de 2020 a affecté l'organisation mondiale de la production et les délais d'approvisionnement en matières premières se sont allongés, entraînant une montée en flèche des prix.

Néanmoins, grâce au carburant stocké en 2020, les prix à la pompe augmentent dans une plus faible mesure (+ 14,9 %), malgré la hausse de la consommation de carburant qui, après avoir reculé d'un tiers en 2020, rebondit dans les mêmes proportions en 2021. Ces prix élevés des carburants ont un impact fort sur le prix des services de transport (+ 19 %).

#### 4. Le secteur public dope l'investissement

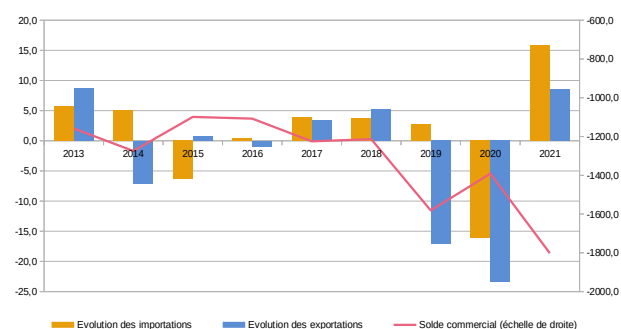
Montant des investissements privé et public (en millions d'euros courants) et évolution (en %) du total en volume



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; CEROM, Comptes rapides.

#### 5. Le spatial et l'automobile dopent les importations

Solde commercial en valeur (millions d'euros), évolution des importations et des exportations en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; CEROM, Comptes rapides.

#### Un faible nombre deancements à l'origine d'une reprise contenu des exportations

Les exportations guyanaises progressent de 8,5 % en volume, portées par l'activité spatiale qui contribue pour + 7 points à cette hausse. Toutefois, elles restent assez largement inférieures au niveau de 2019 (écart de - 17,4 % en volume) en raison d'une activité spatiale qui reste en retrait pour la seconde année consécutive avec 7ancements en 2021 (comme en 2020), loin de la moyenne des 10ancements de la décennie précédente.

Le tourisme participe à la hausse des exportations en volume, avec une contribution à + 2 points grâce au rebond de + 40 % des dépenses touristiques en volume, réduites de moitié en 2020 avec la crise sanitaire.

La balance du commerce extérieur pèse ainsi pour 6,7 points sur la croissance, résultat de la hausse significative des importations et de la hausse modérée des exportations.

## Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'**évolution en volume ou en « euros constants »** permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'**évolution du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'**évolution globale** (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Les **importations** sont comptabilisées en négatif dans le calcul du PIB, en effet elles n'ont pas été produites sur le territoire.

Le **pouvoir d'achat** correspond au volume de biens et services qu'un revenu permet d'acheter. L'évolution du pouvoir d'achat des ménages est calculée en retranchant au taux de croissance du revenu disponible brut des ménages, le taux de croissance du déflateur de la dépense de consommation finale en comptabilité nationale. Ce dernier diffère quelque peu du taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC), principalement parce que son champ est plus large que celui de l'IPC.

L'**indicateur du climat des affaires** est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEDOM au moyen d'une analyse en composantes principales. Il a pour objectif de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête. Afin d'en faciliter la lecture, il est centré autour de 100 (moyenne de longue période) et a un écart-type de 10. Si la valeur de celui-ci est supérieure (respectivement inférieure) à 100, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité est jugée favorable (respectivement défavorable).

La **cotation des entreprises** est attribuée par l'IEDOM. Elle tient non seulement compte de la documentation comptable des entreprises mais aussi d'éléments qualitatifs qui sont portés à sa connaissance par les dirigeants. À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : depuis avril 2020, l'IEDOM a adapté son processus de cotation des données des bilans arrêtés et s'attache à recueillir, par le biais d'un questionnaire adressé à chaque dirigeant, les éléments d'information sur la situation financière actuelle de leur entreprise. La cotation « Forte » correspond aux toutes cotes de crédit 3, la « Correcte » aux toutes cotes de crédit 4, la « Faible » aux toutes cotes de crédit 5, la « Très faible » aux cotes de crédit 6 et la « Menacée » aux cotes de crédit 7 à P.

## Méthodologie

### Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides de la Guyane reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

### Les comptes économiques sont en « base 2014 »

Depuis 2017, les comptes économiques sont réalisés en « base 2014 ». Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. Le dernier changement intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système Européen des Comptes paru en 2010 (SEC 2010). Les principales modifications concernent le champ des dépenses comptabilisées en investissements, élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. Toutes les recommandations du SEC 2010 n'ont néanmoins pas été transcrites dans les comptes des Antilles et de la Guyane, soit qu'ils relèvent de la prérogative nationale, soit qu'ils ne sont pas jugés pertinents au niveau régional.

Les changements introduits par une base sont tels que deux comptes de bases différentes ne sont pas comparables en niveaux. Pour assurer la comparabilité des séries de comptes du passé avec la série de comptes élaborée dans la base actuelle, il est nécessaire de recalculer entièrement les premiers selon les concepts et méthodes retenus dans la base actuelle. Il n'est donc pas pertinent de comparer les chiffres publiés aujourd'hui en base 2014 avec les chiffres publiés précédemment en base 2005 ou 1995. Afin d'effectuer des comparaisons spatiales ou temporelles, il faut disposer de l'ensemble des données rétroalées en base 2014.

### Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guyanaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle s'appuie sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

